



DOSSIER DE PRESSE

SOMMAIRE

SOMMET FINANCE EN COMMUN 2022 – Présentation	3
THÈME ET SUJETS	5
LES BANQUES PUBLIQUES DE DÉVELOPPEMENT EN BREF (BPD)	8
SÉMINAIRE DE RECHERCHE SUR LES BANQUES PUBLIQUES DE DÉVELOPPEMENT	9
LE SOMMET POLITIQUE	12
FINANCE EN COMMUN – L'INITIATIVE DES BPD EN ACTION	15
FICHES PROJET	16
A PROPOS DES ORGANISATEURS	24
LE PROGRAMME	29
LES PRINCIPAUX MOMENTS POUR LA PRESSE	38
CONTACTS PRESSE	39

SOMMET FINANCE EN COMMUN 2022

Présentation

La troisième édition du sommet Finance en commun (FICS) se tiendra à Abidjan, en Côte d'Ivoire, du 18 au 20 octobre 2022, sous le thème « **Une transition verte et juste pour une reprise durable** ». Il est organisé conjointement par la Banque africaine de développement et la Banque européenne d'investissement.

Ce sommet sera l'occasion de souligner le rôle clé des Banques Publiques de Développement (BPD) dans l'appui à la transformation des économies et des systèmes financiers vers la durabilité, tout en répondant aux besoins les plus urgents des pays en développement et des groupes vulnérables.

La crise du Covid-19 ayant renversé des décennies d'investissements économiques et de progrès social, il est essentiel d'intégrer les principes de transition verte et juste dans les investissements et les opérations de tous les acteurs financiers afin de reconstruire de manière plus verte et plus juste. Le troisième sommet Finance en commun encouragera donc les discussions autour de l'importance du financement d'actions communes dans les domaines de la résilience et de l'adaptation, des infrastructures vertes et de qualité ainsi que de la santé et de la protection sociale, tout en soutenant une approche fondée sur les droits humains et en luttant contre les inégalités.

Dans la perspective d'étapes clés telles que la COP27 en novembre 2022 et le sommet sur les Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies en septembre 2023, où des avancées seront attendues de la part des acteurs financiers et notamment des banques publiques de développement, la troisième édition du sommet Finance en commun devrait marquer un tournant décisif vers une transformation des banques publiques de développement en vecteurs de la réalisation des ODD.

Parties prenantes et plan d'action mondial

Le sommet Finance en Commun 2022 marque la troisième édition consécutive de cette initiative de la Fédération mondiale des institutions financières de développement (WFDFI) et du Club international de financement du développement (IDFC), avec le soutien de tous les membres de la coalition Finance en Commun, notamment les réseaux régionaux de banques publiques de développement, à savoir l'Association des institutions africaines de financement du développement (AIAFD), l'Association d'Asie et du Pacifique des institutions financières de développement (ADFIAP), l'Association latino-américaine d'institutions pour le financement du développement (ALIDE), l'Association européenne des banques publiques (EAPB), l'Association des institutions européennes de financement du développement (EDFI), l'Association européenne des investisseurs de long terme (ELTI), l'Association des institutions nationales de financement du développement des pays membres de la Banque islamique de développement (ADFIMI) et le D20-Club des investisseurs de long terme (D20-LTIC).

Pour sa troisième édition, ce sommet sera organisé pour la première fois par deux grandes banques multilatérales : la Banque africaine de développement (BAD) et la Banque européenne d'investissement (BEI). La BEI assure actuellement la présidence du groupe des dirigeants des Banques Multilatérales de Développement (BMD).

Le sommet se déroulera dans le contexte d'une année décisive pour le climat et la biodiversité, avec l'organisation des trois conférences des parties à la convention de Rio (la COP27 sur les changements climatiques, la COP 15 sur la diversité biologique et la COP 15 sur la lutte contre la désertification). La

plupart des événements organisés cette année se dérouleront en Afrique, ce qui incite à mettre l'accent sur certains défis liés à l'Afrique et sur les résultats à atteindre, en les mettant en perspective avec ceux des pays en développement non africains.

Le fait que le sommet Finance en Commun se tienne immédiatement après les Assemblées annuelles de la Banque mondiale et du FMI permettra à la coalition Finance en Commun de réunir des banques publiques de développement du monde entier afin de continuer à contribuer au débat multilatéral, y compris sur les mesures à prendre pour façonner la nouvelle architecture financière internationale.

Dans le même temps, le sommet des dirigeants du G20 prévu à Bali et la COP27 sur les changements climatiques organisée à Charm el-Cheikh offriront d'importantes occasions de mettre en lumière les réalisations de la coalition Finance en commun et les résultats de l'édition 2022 de ce sommet.

Le sommet Finance en Commun 2022 réunira l'ensemble de la coalition du même nom, composée de plus de 520 banques publiques de développement. Comme les années précédentes, d'autres parties prenantes clés joueront un rôle actif dans les travaux préparatoires menés tout au long de l'année en vue d'organiser un sommet inclusif et efficace : des organisations internationales et régionales, des pouvoirs publics nationaux et locaux, des banques centrales, des entreprises du secteur privé et des sociétés financières, des organismes de crédit à l'exportation, des organismes philanthropiques, des laboratoires d'idées et des membres de la société civile et de la communauté universitaire.

Afin d'assurer la participation large et efficace de toutes les parties prenantes, et compte tenu des défis logistiques liés à la crise du Covid-19, le sommet mettra en place des sessions en présentiel et d'autres en ligne.

THÈME ET SUJETS

Thème

L'édition 2022 a pour thème « **Une transition verte et juste pour une reprise durable** ». À l'occasion de la COP 26, de nombreux États, mais aussi des acteurs privés et des institutions financières ont annoncé leur intention d'atteindre la neutralité carbone. Des approches coordonnées et collectives en vue d'une transition juste, verte et sociale sont possibles, comme le montre l'ambitieux programme visant à soutenir la nouvelle contribution déterminée au niveau national (CDN) de l'Afrique du Sud et l'abandon progressif du charbon, financé par plusieurs États et leurs banques publiques de développement.

L'implication des banques publiques de développement dans les stratégies à long terme pourrait constituer un élément intéressant d'une collaboration opérationnelle renouvelée, mais aussi d'un partage de pratiques. Le défi de la transition verte et juste va bien au-delà de la question de l'énergie, car il recouvre également l'adaptation aux changements climatiques et la résorption des inégalités.

Les changements climatiques ont de multiples conséquences sociales et environnementales pour les pays fragiles et les populations les plus vulnérables. Dans le même temps, la pandémie a montré que des investissements dans le renforcement du secteur social et des infrastructures de qualité, qui permettent de relever efficacement les défis en cas de crise, déboucheraient sur une plus grande résilience. Il est essentiel de tenir compte de ces défis dans la planification d'une transition verte, juste et efficace pour assurer la sécurité alimentaire et créer un environnement propice à l'autonomisation des jeunes et des femmes, y compris au moyen de l'égalité entre les sexes et de l'inclusion financière et numérique. Il serait également fondamental d'aborder ces questions afin de jeter les bases d'une reprise juste et équitable après le Covid-19, qui nécessite une approche stratégique et financière concertée pour répondre à des besoins considérables.

De par sa diversité, son expérience, ses ressources et sa force collective, la coalition Finance en commun peut parfaitement répondre à ce plan d'action axé sur les ODD. En outre, la guerre en Ukraine a souligné l'urgence d'orienter judicieusement les investissements vers une transition verte et juste afin d'asseoir une reprise durable au moyen de la sécurité alimentaire et de l'accès à l'énergie. En raison de sa grande dépendance aux exportations de blé, de pétrole et de gaz ukrainiens et russes, le monde est confronté à des défis en matière d'énergie et de sécurité alimentaire. L'évolution actuelle de la crise a confirmé que, outre les objectifs de l'accord de Paris et les ODD, investir dans des infrastructures de qualité afin de verdir le bouquet énergétique tout en développant l'expertise locale en utilisant les technologies de transformation agricole est essentiel pour absorber les crises inattendues, garantir l'autonomie et renforcer la résilience.

Sujets

Le sommet Finance en commun 2022 encouragera les discussions autour des sujets énumérés ci-dessous, en ce qui concerne les défis qu'ils représentent pour l'alignement sur l'accord de Paris et les ODD des Nations unies à l'horizon 2030. L'objectif est d'orienter les discussions sur la manière de mettre en place des stratégies, des plans d'action et des opérations efficaces pour financer le programme de lutte contre les changements climatiques, tout en garantissant une reprise mondiale inclusive et une accélération de la réalisation des ODD les plus importants. Le sommet abordera également la question majeure du soutien au développement du secteur privé local et mettra l'accent sur les moyens de favoriser la collaboration entre les secteurs public et privé et l'intégration de la durabilité.

➤ Pilier 1 : Infrastructures vertes et de qualité

La crise du Covid-19 a montré comment des infrastructures essentielles permettent d'absorber les chocs et d'élaborer des mécanismes de réaction aux crises. L'apparition de la crise, les réponses apportées et le déploiement de vaccins soulignent l'importance d'investir de manière bien planifiée, intelligente et intégrée dans des infrastructures de qualité. Ce thème examinera l'importance des infrastructures vertes et de qualité dans l'amélioration de l'accès au marché, l'aménagement urbain et l'intégration régionale. Grâce aux travaux de son groupe thématique « transition urbaine », lancé en 2022, la coalition Finance en commun vise à accélérer le financement de la transition juste des villes et des territoires, ainsi que le financement de la résilience urbaine et territoriale aux changements climatiques. Il s'agit de faciliter l'accès au marché ainsi que l'intégration régionale.

➤ Pilier 2 : Santé et protection sociale

Les banques publiques de développement ont joué un rôle crucial en 2020 et 2021 en réponse à la pandémie de Covid-19. D'importants investissements dans le secteur de la santé ont permis de financer de nombreux nouveaux projets. Ces derniers visaient à renforcer les systèmes de santé, en particulier les investissements dans les biens communs de santé, à augmenter les capacités de dépistage et de traitement des patients, à accroître la surveillance épidémiologique, à alerter les systèmes de gestion et à soutenir la recherche médicale.

Ces opérations comprenaient des projets, des programmes d'appui budgétaire pour financer les politiques de santé publique, des lignes de crédit bancaire pour aider les entreprises affaiblies par la crise ainsi que des transferts nets de fonds pour compenser la perte de revenus. Les pays du Nord ont injecté des milliards pour contrer l'impact négatif des confinements sur l'emploi et les petites entreprises, soulignant l'importance d'aider les plus vulnérables afin de bâtir des sociétés durables et résilientes capables d'absorber les chocs.

La crise a mis en lumière le manque de protection sociale dans la plupart des pays en développement, ce qui freine l'accès des plus pauvres à la santé et à l'éducation. Le sommet Finance en commun 2022 est l'occasion d'approfondir la coordination des banques publiques de développement dans le secteur de la santé et d'identifier des axes d'amélioration afin d'accroître leur effet de levier et leur impact.

➤ Pilier 3 : Adaptation aux changements climatiques et résilience

Comme le souligne le sixième rapport d'évaluation du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), les effets néfastes des changements climatiques sont observés dans le monde entier, mais ils sont plus sévères dans les pays en développement et, en particulier, dans les pays d'Afrique. L'adaptation aux effets des changements climatiques et le renforcement de la résilience des populations et des écosystèmes sont des priorités essentielles pour de nombreux pays africains ainsi que des thèmes majeurs de la prochaine conférence des Nations unies sur le climat (COP27). Bien que l'objectif global de l'accord de Paris en matière d'adaptation reconnaisse la nécessité d'une plus grande ambition à l'échelle mondiale, les avancées en la matière sont inégales. Le financement de l'adaptation – y compris par les banques publiques de développement – a augmenté ces dernières années, mais demeure largement insuffisant pour répondre aux besoins, en particulier dans les pays en développement.

Collectivement, les banques publiques de développement ont un rôle crucial à jouer pour combler le déficit de financement et appuyer les investissements qui résistent à la variabilité des conditions météorologiques et aux changements climatiques à venir. Leurs investissements produisent des impacts et sont performants dans un climat changeant et contribuent à protéger les personnes, les entreprises, les infrastructures et les écosystèmes contre les phénomènes météorologiques extrêmes et les aléas climatiques à évolution lente.

Le sommet Finance en commun 2022 offre ainsi aux banques publiques de développement une tribune pour renforcer leur impact collectif dans la réalisation de ces objectifs. Des océans propres et une économie bleue durable peuvent accroître la résilience face aux changements climatiques, tout en fournissant des ressources essentielles pour la santé, la production d'énergie et la sécurité alimentaire. Non seulement les océans fournissent un revenu à des milliards de personnes, mais ils absorbent également environ 30 % du dioxyde de carbone de la planète. Le sommet Finance en commun 2022 examinera dans quelle mesure les banques publiques de développement peuvent se familiariser avec l'économie bleue et apporter des idées, des innovations techniques et des solutions financières.

➤ Pilier 4 : Droits humains et inégalités

Le respect et la concrétisation des droits humains deviennent à la fois un moyen de parvenir au développement durable et l'une de ses finalités. Promue par les Nations unies depuis 2003, l'approche fondée sur les droits humains a été progressivement adoptée par un nombre croissant d'acteurs du développement, dont l'Union européenne, qui a franchi une étape décisive en 2021 en faisant de cette approche une exigence juridique à remplir dans le cadre des programmes et projets financés par l'instrument de voisinage, de coopération au développement et de coopération internationale.

La concrétisation des droits humains s'accompagne de la réduction des inégalités. Ces dernières ont un impact négatif sur le développement, car elles entament le bien-être, ralentissent le rythme de la réduction de la pauvreté, entraînent une instabilité sociale et politique et, sur le long terme, sont associées à une croissance économique plus faible. De fortes inégalités peuvent également réduire l'efficacité du financement du développement. Les institutions de développement ont pour responsabilité et rôle particuliers de veiller à ce que les projets financés n'enfreignent pas les droits humains et qu'ils contribuent à réduire les inégalités.

Le sommet Finance en commun 2022 sera l'occasion pour les banques publiques de développement de discuter du futur plan d'action concernant une approche du développement fondée sur les droits, qui devrait intégrer la question des droits environnementaux et des enjeux écologiques. Il sera également l'occasion de discuter de la manière dont l'égalité entre les sexes et l'autonomisation des jeunes contribuent à renforcer la cohésion sociale, à consolider la paix et, d'une manière générale, à accroître la stabilité des sociétés.



BANQUES PUBLIQUES DE DÉVELOPPEMENT EN BREF (PBD)

Que sont les banques publiques de développement ?

Les BPD sont des institutions financières publiques qui visent à soutenir le développement économique d'un pays ou d'une région.

Les BPD ont en commun quatre caractéristiques :

- Elles jouissent d'un statut juridique indépendant et d'une autonomie financière.
- Elles sont contrôlées ou soutenues par les gouvernements centraux ou locaux.
- Elles exécutent un mandat public, traitant les incohérences du marché.
- Elles ne sont pas engagées dans la banque commerciale, les comptes bancaires individuels ou le crédit à la consommation.

Pourquoi sont-elles si importantes ?

Avec leur mandat axé sur les politiques publiques, leur expérience dans le financement du développement et leur vision à long terme, les BPD jouent un rôle unique dans la mobilisation des finances publiques pour remédier aux défaillances du marché et aligner les flux financiers sur le développement durable. En temps de crise, les BPD ont un rôle anti cyclique, tel que révélé lors de la pandémie de Covid-19 où elles ont mobilisé un niveau record de financement, augmentant leurs investissements totaux d'au moins 15 % par rapport à 2019. Les BPD agissent comme des catalyseurs des ODD, travaillant pour préserver les biens communs, accroître la résilience et apporter le changement institutionnel et les résultats économiques réels nécessaires pour aider à faire des ODD une réalité.

Que fait la coalition finance en commun à travers son programme de recherche ?

Pour mieux comprendre ces institutions financières, l'Initiative de recherche sur les banques publiques de développement mobilise plus de 20 universitaires et groupes de réflexion dans le cadre d'un programme de recherche dédié. L'objectif de cette initiative est de faire progresser la compréhension du rôle des BPD et de leur contribution aux objectifs de l'Agenda 2030 et de l'Accord de Paris. Plusieurs documents de recherche ont été produits, et ils sont généralement présentés lors d'une conférence de recherche, qui a lieu un jour avant le sommet de la Finance en commun, pour enrichir les dialogues politiques et la prise de décision à venir.

BANQUES PUBLIQUES DE DÉVELOPPEMENT EN BREF



522 PDB
en 2020



23,21 milliards de dollars
en actifs



2,7 milliards de dollars
de nouveaux financements en 2022
12 % des investissements mondiaux

OÙ SONT LES PBD DANS LE MONDE ?



SÉMINAIRE DE RECHERCHE SUR LES BANQUES PUBLIQUES DE DÉVELOPPEMENT

Vue d'ensemble

Il existe plus de 520 banques publiques de développement (BDP) dans le monde, présentes sur tous les continents et opérant dans un périmètre international, régional, national ou infranational. Elles sont gérées de manière indépendante et assurent la mise en œuvre financière du mandat public qui leur est confié.

Alors que le monde demeure préoccupé par la crise du Covid-19, la résurgence des guerres et du nationalisme, l'humanité est toujours confrontée à la persistance de la pauvreté et des inégalités, aux changements climatiques et à la perte de la biodiversité. Les rappels à l'existence de ces problèmes complexes sont partout et appellent à une combinaison d'actions locales et globales.

Nous entrons dans une période d'incertitude, de transition, au cours de laquelle nous devons tracer le chemin critique pour nous assurer que les modes de consommation et de production sont compatibles avec les voies durables. Quelles sont les modalités possibles et quels sont les acteurs du changement capables non seulement d'assurer une cohérence entre les choix d'investissement et le besoin crucial de durabilité, mais aussi d'inciter la communauté financière à évoluer ?

Ce séminaire vise à analyser le rôle particulier que les banques de développement peuvent jouer sur cette voie de transition. A l'occasion de la troisième édition de cette conférence de recherche, un groupe de chercheurs a pris l'initiative d'étudier les conditions dans lesquelles les BPD pourraient assumer une plus grande responsabilité et imaginer leur transformation à travers un mandat centré sur les ODD.

Attentes du séminaire de recherche FICS

Le séminaire de recherche de la troisième édition du FICS enrichira le sommet en élaborant des recommandations politiques sur les banques publiques de développement à l'intention des décideurs, sur la base d'études d'une communauté de chercheurs, de groupes de réflexion et d'institutions de financement du développement de tous les continents.

Les débats s'articuleront autour de présentation de la recherche et du dialogue politique sur les quatre questions principales suivantes :

- Alignement ODD : la nécessité d'intégrer dans les décisions de financement une transition vers des économies bas carbone plus responsables pour les personnes, la vie et la biodiversité.
- Les BPD en tant qu'outil politique : il est clair que certaines imperfections du marché nuisent grandement aux équilibres sociaux et au bon fonctionnement de l'économie. Le climat, la pauvreté et les inégalités persistantes, la perte de la nature, le besoin de financement abordable pour les petites exploitations agricoles ou les entreprises justifient tous des politiques publiques proactives à travers le monde. Mais quelle est la recette du succès ? Dans quelles conditions les BPD sont-ils mieux adaptés que les instruments du secteur privé et du marché ?
- Repenser l'architecture financière mondiale : le financement des ODD signifie probablement repenser le paysage financier international et peut-être même son architecture. Actuellement, ce système enferme les acteurs dans des rôles fixes, chacun agissant selon sa propre logique. Pourtant, les

banques multilatérales, les fonds internationaux spéciaux (comme le Fonds vert pour le climat, le Partenariat mondial pour l'éducation,) les banques nationales de développement, les agences d'aide, les fondations, les organisations de la société civile (OSC), les villes, les régions ou les États fédéraux, les entreprises privées doivent partager un « écran radar » commun, sous la forme des ODD, pour guider leurs décisions de financement, leurs activités et/ou leurs partenariats.

- La nécessité de mieux intégrer la question des inégalités, en particulier avec les pays africains les plus pauvres, et d'identifier comment les banques de développement pourraient devenir un réseau plus solide de partenaires pour canaliser les fonds vers des solutions durables.

Les intervenants du séminaire de recherche

Kevin URAMA
économiste en
chef et
vice-président p.i.
Gouvernance
économique
et Gestion des
connaissances,
Groupe de la
Banque africaine de
développement



Kevin Chika Urama est actuellement économiste en chef et vice-président par intérim et directeur principal de l'Institut africain de développement du Groupe de la Banque africaine de développement. En tant qu'économiste en chef et vice-président, il s'attache à donner la priorité aux travaux pertinents dans les domaines de l'économie, de la gouvernance, de la gestion des ressources naturelles, de la recherche et des statistiques, qui sont conçus pour contribuer à la production de connaissances et aider à renforcer les priorités de politique économique pour un développement plus vert, inclusif et durable, ainsi que l'efficacité des opérations dans les pays.

En tant que directeur principal de l'Institut africain de développement, il est chargé d'orienter et de diriger les travaux de la Banque en matière de renforcement des capacités dans les pays africains afin d'accélérer la mise en œuvre des cinq grandes priorités opérationnelles de la Banque, les « High5 » ; des Objectifs de développement durable (ODD) des Nations unies à l'horizon 2030 et de l'Agenda 2063 de l'Union africaine.

Ambroise FAYOLLE
vice-président
Banque
européenne
d'investissement



Ambroise Fayolle a été nommé vice-président de la Banque européenne d'investissement (BEI) en février 2015. Il est actuellement en charge des questions climatiques et environnementales, de la politique de développement et du Fonds de garantie européen. Il est membre du Conseil d'administration du Fonds européen d'investissement. Il supervise également l'activité de la Banque en France, en Allemagne et dans de nombreux pays d'Afrique et du Pacifique.

Diplômé de l'École Nationale d'Administration (ENA), il a occupé de nombreuses positions à la Direction du Trésor, au Fonds Monétaire International (FMI) et à la Banque Mondiale au sein desquels il a été membre du Conseil d'Administration pendant huit ans.

Régis MARODON
conseiller Finance
Durable, Agence
Française de
Développement (AFD)



Régis Marodon est conseiller spécial sur la finance durable à l'Agence française de développement (AFD). Titulaire d'un doctorat en économie du développement, il a précédemment effectué des missions de recherche pour la Banque mondiale. A l'AFD, il a largement contribué au financement opérationnel de plusieurs pays d'Afrique, de Méditerranée et d'Amérique latine et a été nommé directeur du département Amérique latine. Il a rejoint l'équipe consultative du PDG en 2016.

Stephany GRIFFITH-JONES,
membre du
Conseil
d'administration de
la Banque centrale
du Chili



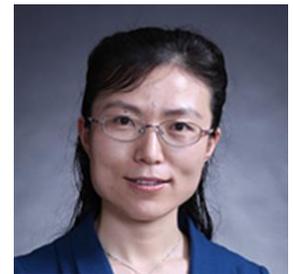
Stephany Griffith-Jones s'intéresse à la recherche et aux conseils politiques sur le secteur financier dans une perspective de développement, en particulier les banques de développement. Elle a dirigé de nombreux projets de recherche internationaux et est l'auteure de plus de vingt-cinq ouvrages ainsi que de nombreux articles. Elle a conseillé de nombreuses organisations internationales, dont la Commission européenne, la Banque mondiale, la BID, la BAD, diverses agences des Nations Unies et plusieurs gouvernements.

Nicole PINKO,
économiste en
chef Climate Policy
Initiative



Nicole Pinko est analyste principale à Climate Policy Initiative, basée à Washington D.C., où elle évalue les initiatives de réduction des émissions de carbone et de réduction nette zéro du secteur financier, les impacts des engagements climatiques sur l'économie réelle et les outils permettant d'accroître le financement climatique. Parmi ses projets récents, figure l'initiative Framework for Sustainable Finance et les engagements d'alignement sur Paris des institutions financières privées.

Jiajun XU
professeure adjointe
et vice-doyenne
exécutive de Institut
de la nouvelle
économie structurelle
de l'Université
de Pékin



Jiajun Xu est professeure adjointe et vice-doyenne exécutive de l'Institut de la nouvelle économie structurelle de l'université de Pékin. Xu a travaillé aux Nations unies et à la Banque mondiale et est actuellement secrétaire générale du Consortium mondial de recherche sur la transformation structurelle économique (GReCEST) et chercheuse invitée au Centre de recherche sur les politiques publiques du Bureau des conseillers du Conseil d'État de la République populaire de Chine.

LE SOMMET POLITIQUE

L'objectif de la troisième édition du sommet Finance en Commun est triple, puisque l'évènement entend se concentrer sur des solutions concrètes, démontrer la consolidation du mouvement des Banques publiques de développement et se tourner vers l'avenir.

Cette année, le mouvement Finance en Commun souhaite proposer **un sommet concret et axé sur l'impact sur le terrain**, grâce à la réunion de participants du monde entier en personne à Abidjan pour débattre et partager leur expertise technique sur les défis communs mondiaux. Le sommet proposera des orientations et des solutions concrètes lors des panels de haut niveau, qui couvriront des questions urgentes, telles que la transition énergétique juste, l'alignement ODD et la transformation des systèmes financiers vers la durabilité. Notre coalition mondiale de BPD s'emploie déjà à relever les défis mondiaux, comme en témoignent la création d'une coalition FICS sur les villes résilientes et le lancement d'un programme d'investissement dans la santé et la protection sociale lors du sommet. Par ailleurs, les dernières publications du programme de recherche FICS, composées de 15 nouveaux papiers de recherche, feront progresser nos connaissances sur les BPD et nourriront nos pratiques dans des domaines clés.

Le sommet FICS 2022 sera également **un moment de consolidation**, où notre mouvement mondial, qui fête sa 3e année d'existence, grandit et contribue de plus en plus à positionner les BPD comme des acteurs clés de l'architecture internationale et des discussions sur les défis mondiaux. Cette année encore, le sommet entend porter une contribution significative des BPD à destination d'autres forums internationaux d'importance, en particulier la COP27, la COP15 et le G20. Entre autres, l'annonce des chiffres actualisés du financement climatique de l'International Development Finance Club (IDFC) et des Banques multilatérales de développement (BMD) mettra en évidence la contribution significative des BPD à l'atténuation et à l'adaptation au changement climatique.

Enfin, dans un contexte de crises multiformes, notre rencontre à Abidjan sera **un sommet de transition**, où seront abordés les défis émergents. Les discussions mettront en évidence à la fois le rôle contracyclique des BPD, à travers des sujets tels que la crise alimentaire et énergétique, et leur importance en tant que catalyseur des ODD, via la proposition de solutions innovantes et multipartites pour répondre problèmes les plus urgents. Les recommandations formulées par les PDB dans le premier rapport FICS au G20, qui a été présenté au groupe de travail sur la finance durable (SFWG), alimenteront également les discussions sur le rôle actuel et futur des BPD.

Le communiqué final du sommet FICS 2022 reviendra sur les progrès de la coalition FICS, tout en détaillant les principaux éléments clés et annonces du sommet.

Le Sommet : les principaux intervenants

Akinwumi A. ADESINA
Président, Groupe de la
Banque africaine de
développement



Souvent décrit comme « l'optimiste en chef de l'Afrique », le président du Groupe de la Banque africaine de développement, Dr Akinwumi A. Adesina, est largement salué pour son leadership visionnaire et sa passion pour la transformation de l'Afrique. Ancien ministre de l'Agriculture du Nigeria, il a été élu pour la première fois président du Groupe de la Banque africaine de développement le 28 mai 2015 et réélu à l'unanimité pour un second mandat de cinq ans le 27 août 2020.

Rémy RIOUX
Président
Initiative Finance en
commun



Expert en économie et fin connaisseur des institutions financières internationales, Remy Rioux a exercé des fonctions de haut niveau au cours d'une carrière consacrée au développement et à l'Afrique. Après avoir été directeur de cabinet du ministre français de l'Économie et des Finances Pierre Moscovici, il a été nommé par Laurent Fabius, secrétaire général adjoint du ministère des Affaires étrangères et a coordonné l'agenda finance pour la présidence française de la COP21 jusqu'à la négociation finale de l'Accord de Paris sur le climat.

Amina J. MOHAMMED
Vice-secrétaire
générale de
l'Organisation des
Nations unies



Mme Amina J. Mohammed est vice-secrétaire générale de l'Organisation des Nations unies et présidente du Groupe des Nations unies pour le développement durable. Avant sa nomination, Mme Mohammed a été ministre de l'Environnement de la République fédérale du Nigeria, où elle a coordonné les efforts du pays en matière d'action climatique et de protection de l'environnement naturel. Mme Mohammed a rejoint l'Organisation des Nations unies en 2012 en tant que conseillère spéciale du secrétaire général de l'époque (M. Ban Ki-moon) pour la planification du développement après 2015. Elle a piloté le processus, qui a abouti au consensus mondial sur le Programme de développement durable à l'horizon 2030 et à la définition des objectifs de développement durable.

Werner HOYER
Président
Banque européenne
d'investissement



Werner Hoyer est titulaire d'un doctorat en économie de l'université de Cologne (Allemagne) où il a également commencé sa carrière occupant divers postes. Pendant 24 ans, il a membre du Bundestag allemand. Au cours de cette période, il a occupé le poste de ministre d'État au ministère des Affaires étrangères à deux reprises. Il a occupé plusieurs autres postes, dont celui de whip et porte-parole du FDP pour la politique de sécurité, vice-président du groupe d'amitié parlementaire germano-américain, secrétaire général du FDP et président du Parti européen libéral démocrate réformateur (ELDR).

Kristalina GEORGIEVA
Directrice Générale
Fonds monétaire
internationale



Kristalina Georgieva est directrice générale du Fonds monétaire international depuis le 1er octobre 2019. Elle a été directrice générale de la Banque mondiale de janvier 2017 à septembre 2019, période au cours de laquelle elle a également été présidente par intérim du Groupe de la Banque mondiale pendant trois mois. Auparavant, Mme Georgieva a occupé le poste de vice-présidente de la Commission européenne pour le budget et les ressources humaines et celui de commissaire à la coopération internationale, à l'aide humanitaire et à la réaction aux crises. Elle a été également directrice du développement durable, directrice pour la Fédération de Russie à Moscou, directrice de l'environnement ; et directrice de l'environnement et du développement social pour la région Asie de l'Est et Pacifique.

Rania AL- MASHAT
Ministre de la
Coopération
internationale d'Égypte



Rania Al Mashat est la ministre égyptienne de la Coopération internationale depuis décembre 2019, et a précédemment occupé le poste de première femme ministre du Tourisme du pays. Auparavant, elle était conseillère de l'économiste en chef du Fonds monétaire international (FMI) à Washington DC. Elle s'est spécialisée dans les questions de banque centrale et la conception de cadres de politique monétaire. Elle a également occupé les fonctions de sous-gouverneur pour la politique monétaire à la Banque centrale d'Égypte, d'économiste principale au FMI, de directrice adjointe de projet pour le Institutional Reform and Informal Sector Center de l'université du Maryland, College Park, aux États-Unis, et de professeure auxiliaire d'économie à l'université américaine du Caire (AUC). Mme Al-Mashat a publié plusieurs ouvrages sur la politique monétaire, la stabilité financière et les réformes institutionnelles dans les marchés en transition et émergents.

et plus...

FINANCE EN COMMUN : L'INITIATIVE « BPD EN ACTION »

L'initiative « Banques publiques de développement en action » a été lancée lors de la première édition du sommet Finance en Commun, en 2020. Cette initiative vise à promouvoir et à mettre en lumière des projets menés par des Banques publiques de développement (BPD), dans leur juridiction respective, qu'elle soit internationale, régionale ou nationale. Ces projets mettent en évidence le rôle clé joué par les banques publiques de développement dans la résolution des problèmes les plus urgents du monde, tels que l'action climatique, et ayant un impact positif sur les personnes et la planète.

Finance en Commun a lancé l'édition 2022 de son initiative « BPD en Action ». L'édition de cette année présentera environ 15 projets à succès, qui démontrent l'impact que les BPD ont sur le terrain à travers leurs financements de projets de développement durable.

Cette initiative illustre "l'esprit FICS", c'est-à-dire que les opérations sélectionnées sont des projets qui :

- soutiennent les investissements compatibles avec les Objectifs de développement durable et le climat ;
- mettent en évidence la valeur ajoutée des BPD, notamment en finançant des activités innovantes à haut risque qui n'ont pas accès aux financements traditionnels ;
- illustrent l'émergence d'une architecture internationale de financement du développement parmi les Banques multilatérales de développement, les BPD régionales, bilatérales, nationales et infranationales, en collaboration avec d'autres acteurs clés (organisations philanthropiques, ONG, secteur privé, etc.) ;
- Présentent des modèles d'affaires innovants utilisés par les BPD en termes de gouvernance et d'instruments financiers.

Un grand nombre de directeurs généraux des institutions portant les projets sélectionnés seront présents lors du sommet FICS 2022 et seront disponibles pour apporter plus de détails sur leurs opérations et instruments.

Découvrez le projet sélectionné sur le lien suivant : <https://financeincommon.org/pdbs-in-action>

FICHES PROJET

PROJET DE PÔLE AGRO-INDUSTRIEL DU BÉLIER (2PAI-BÉLIER)



AFRICAN DEVELOPMENT BANK GROUP
GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE
DE DÉVELOPPEMENT

Données de base du projet

Code SAP	P-CI-AA0-020
Date d'approbation	25/01/2017
Date de signature	14/02/2017
Date de mise en vigueur	30/04/2017
Nombre de prorogations	1
Date de clôture	30/06/2024
Coût total du projet	127,358 millions EUR
Sources de financement	BAD : 66,383 millions EUR ; Prêt FAD : 34,189 millions EUR ; Don FAD : 4,464 millions EUR ; Don PPF : 1,328 millions EUR ; Gouvernement et bénéficiaires : 22,323 millions EUR
Dernière supervision	27-30 juin 2022

Objectifs du projet

L'objectif sectoriel du projet est de contribuer à l'accroissement de la sécurité alimentaire et nutritionnelle. L'objectif spécifique visé est de contribuer à l'émergence d'un pôle agro-industriel dans la région du Bélier, en République de Côte d'Ivoire à travers une dynamisation des filières agricoles porteuses et une implication accrue du secteur privé, des jeunes et des femmes.

Composantes

Le 2PAI-Bélier, d'une durée de cinq (05) ans, est articulé autour de trois composantes : (A) Restauration du capital productif ; (B) Développement des chaînes de valeur ; et (C) Gestion du projet. Le projet ambitionne d'asseoir les conditions préalables à l'émergence d'un pôle agro-industriel pour transformer et moderniser l'agriculture dans la région du Bélier, une région jadis prospère, qui connaît un déclin économique depuis trois décennies, malgré le potentiel important dont elle dispose.

Niveau d'exécution et réalisations du projet

À la date du 30 août 2022, le taux de réalisation physique est estimé 63,28% pour un taux de décaissement de 50% et un taux d'engagement de ressources de 73%. La réalisation du projet a été entravé par la survenue de la pandémie de la Covid-19 qui a occasionné des retards dans l'évolution des différents travaux et études. Compte tenu de l'importance des réalisations attendues du projet pour le pays, de l'impact négatif de la pandémie sur le calendrier initial d'exécution et de la prise en compte de nouvelles activités essentielles comme la réalisation d'un parc agro-industriel à Yamoussoukro et la transformation des centres de groupage de produits vivriers en des centres

d'agrégation de services agricoles, la date limite du dernier décaissement des prêts BAD et FAD et du don FAD a été prorogée du 31 décembre 2022 au 30 juin 2024. Cette prorogation va permettre de mettre en œuvre toutes les activités restantes et l'atteinte des objectifs de développement. En particulier, cette prorogation permettra aux autorités nationales de réaliser l'aménagement de la plateforme agro-industrielle de Yamoussoukro et des infrastructures et équipements connexes; d'opérationnaliser le fonds de développement des chaînes de valeurs; d'intensifier l'installation des jeunes formés et incubés; et de mettre en place le dispositif de pérennisation des investissements.

Parmi les principales réalisations de 2PAI-Bélier, on peut citer : l'achèvement des travaux d'aménagement de 1 222 hectares avec un système d'irrigation, dont 105 hectares de maraîchage au bénéfice des organisations de femmes et de jeunes. La mise en valeur de ces périmètres aménagés et sécurisés est en cours et déjà 2 312 agriculteurs, dont 868 femmes, y ont installé leurs cultures. Les appuis du projet ont permis de produire 6 134,52 tonnes de riz paddy, 3 800 tonnes de légumes (tomate, gombo, etc.), 38 388 tonnes de manioc et 8 358,5 tonnes de maïs.

À cela s'ajoutent l'aménagement de 542,17 kilomètres de routes (voies de ravitaillement), la remise en état de 92 étangs piscicoles et la construction de 12 cages flottantes sur les lacs de la région (Kossou et Tiebissou) au profit d'une trentaine de pêcheurs, l'achèvement de la construction et l'équipement de 30 unités pour la prise en charge de la malnutrition, de 25 magasins et entrepôts de produits vivriers, la construction et la réhabilitation de 29 écoles avec des cantines.

Au niveau de l'élevage, les 2 zones pastorales aménagées, comprenant 11 points d'eau, 13 parcs de nuit, 9 zones de pâtures et 1 axe de transhumance de 300 Kilomètres, permettront de réduire les dégâts sur les cultures et les conflits agriculteurs-éleveurs. Les travaux de construction de 3 marchés aux bestiaux, 8 abattoirs et boucheries sont en cours d'achèvement. En outre, 7 marchés ruraux et 02 centres de groupage pour la commercialisation des produits vivriers sont en cours de construction.

Les travaux de construction du barrage de Raviart sont assez avancés et 125 hectares de périmètres rizicoles sont en cours d'aménagement à Raviart et 823 autres hectares de périmètres supplémentaires font l'objet d'études techniques de même que les trois (03) autres barrages à réhabiliter : Subiakro (Département de Yamoussoukro), Assoyaodiekro (Département de Tiébissou) et Angbavia (Département de Djékanou). Les 207 infrastructures d'hydrauliques humaines construites et/ou réhabilitées ont bénéficié à 188 localités avec une population de 602 799 habitants. Le programme de formation et d'incubation se poursuit avec 800 jeunes (dont 155 femmes) déjà formés pour créer leurs entreprises.

Dans le domaine de la promotion de l'industrie agro-alimentaire, les travaux d'un montant de 3,165 milliards FCFA sont en cours de réalisation pour la fourniture d'électricité à la zone industrielle de Yamoussoukro (250 hectares dont 39 hectares réservés à la plateforme agro-industrielle (PAI)). Ils concernent la construction d'une ligne électrique de moyenne tension pour le raccordement et la construction d'une travée- transformateur au poste source de Yamoussoukro pour renforcer l'électricité au niveau de la zone industrielle de Yamoussoukro. Par ailleurs, le projet a achevé la construction de deux lignes électriques pour le raccordement du département de Didiévi et de la ferme Djéra Production. Afin de réaliser l'aménagement de la plateforme agro-industrielle de 39 hectares, la Banque a autorisé la révision de la liste des biens et services pour inclure les coûts afférents aux travaux qui n'étaient pas initialement prévus et a approuvé une convention avec l'Agence de gestion des zones industrielles (AGEDI) de 100 millions FCFA pour la supervision des activités de mise en place de ladite plateforme agro-industrielle, notamment la finalisation de l'étude d'avant-projet détaillé (APD) et le suivi des travaux.

Dans le volet promotion des investissements et appuis aux PME, une convention de 162 millions de FCFA est en cours d'exécution avec l'agence CI-PME pour renforcer la compétitivité des entreprises. Ainsi 115 entreprises ont été recensés et diagnostiquées afin de renforcer leur structuration et leur apporter des formations via des masters class.

Enfin, le volet facilitation de l'accès au crédit et le financement des organisations paysannes et des PME agricoles a débuté avec le recrutement de l'Opérateur financier et la conclusion d'une convention avec le ministère de l'Économie et des Finances pour assurer le suivi du dispositif de financement. Le Fonds de développement des chaînes de valeur est doté d'un montant de 2,766 milliards FCFA dont 2 milliards FCFA de refinancement par les systèmes financiers décentralisés (SFD) et 0,766 milliards FCFA de Fonds de garantie (FG).

Conclusion

L'état d'exécution du projet est globalement satisfaisant avec un taux de réalisation physique de 63,28% pour un taux de décaissement de 55%. La date limite de décaissement a été prorogée au 30 juin 2024 afin de permettre au projet de s'assurer que toutes les activités prévues seront mises en œuvre et permettre l'atteinte des objectifs de développement. D'importants efforts restent à déployer pour améliorer la performance du projet, notamment avec la réalisation de la plateforme agro-industrielle (PAI de Yamoussoukro), ses infrastructures et équipements connexes ; l'opérationnalisation du Fonds de développement des chaînes de valeurs (FDCV), l'intensification de l'installation des jeunes formés et incubés et la mise en place d'un dispositif de durabilité des investissements, y compris la sécurisation foncière.

LE NOUVEAU DISPATCHING DE YAMOOUSSOUKRO

Un pôle énergétique stratégique pour la Côte d'Ivoire et l'Afrique de l'Ouest



Promoteur : Côte d'Ivoire Énergies (CI-ENERGIES)

Le nouveau dispatching de Yamoussoukro a été financé par la Banque européenne d'investissement (BEI) avec un prêt de 117 millions d'euros et également une subvention de 70 millions d'euros de l'UE ainsi qu'un prêt de 52 millions d'euros de la Banque ouest-africaine de développement.

Le nouveau dispatching de Yamoussoukro a été réalisé dans le cadre du programme **ENERGOS** qui a pour objectif de moderniser et d'étendre le réseau de distribution afin qu'il y ait une réserve suffisante face à la croissance de la charge. Le nouveau dispatching de Yamoussoukro permettra de **gérer ce gain énergétique et d'optimiser la gestion des flux électriques nationaux et sous régionaux**.

À travers la mise en place de ces infrastructures, la Côte d'Ivoire se prépare à relever des défis majeurs, à savoir **la transition énergétique, l'efficacité énergétique, le développement des énergies renouvelables et la modernisation du réseau à travers les smart grids**. Le pays ambitionne de se positionner comme un acteur majeur de la fourniture d'électricité et de la gestion intégrée des flux électriques en Afrique de l'Ouest.

Le premier dispatching de Côte d'Ivoire a été mis en service à Abidjan en 1981. Il a connu plusieurs mises à niveau pour s'adapter au développement du réseau électrique ivoirien et à l'évolution technologique.

L'évolution spécifique du système électrique ivoirien lui-même, ainsi que les interconnexions avec les pays voisins ont accru le besoin du nouveau Dispatching de Yamoussoukro et la mise à niveau des systèmes de télécommunications et de conduite à distance associés.

La première phase du programme ENERGOS comprend trois volets distincts :

1. **Distribution** : mise à niveau, renforcement et extension du réseau moyenne tension (15 kV à 36 kV) desservant les localités de Bouaké, San Pedro et Abidjan, comprenant environ 224 000 nouveaux raccordements.
2. **Centre de dispatching** : construction d'un nouveau dispatching à Yamoussoukro et infrastructures associées
3. **Efficacité énergétique - éclairage public** : remplacement d'environ 74 000 unités d'éclairage public par des unités plus économes en énergie

Descriptif du projet

Le Dispatching de Yamoussoukro est le centre de contrôle de l'ensemble du réseau électrique ivoirien. Il surveille le fonctionnement opérationnel du réseau électrique national 24 heures/24 et 7 jours/7 ainsi que celui de l'ensemble du système électrique. Il réalise toutes les opérations de télécommande des centrales électriques et des ouvrages du réseau de transport et de distribution d'électricité. En cas de rupture d'approvisionnement en électricité, le retour de l'alimentation électrique est entièrement coordonné depuis le Dispatching de Yamoussoukro.

Il s'agit d'une infrastructure d'exploitation stratégique pour le secteur de l'électricité. Il assure la continuité et la qualité de l'approvisionnement en électricité, ainsi que le bon fonctionnement du système électrique interconnecté avec les pays voisins (Ghana, Burkina Faso, Mali, Libéria, Sierra Leone et Guinée), dans le cadre de la mise en œuvre du plan régional ouest-africain du marché de l'électricité. Il permet d'optimiser le fonctionnement du système électrique en s'assurant du respect des critères de sécurité, de qualité et de performance économique. Il centralise enfin toutes les données d'exploitation nécessaires à une gestion efficace du système électrique ivoirien.

Caractéristiques techniques

Le Dispatching de Yamoussoukro est une infrastructure basée sur une architecture à trois niveaux. Le premier est constitué de tous les équipements installés dans les centrales et les postes de traitement pour recueillir toutes les informations du réseau électrique et exécuter les ordres donnés par le dispatching. Le deuxième niveau est le réseau de télécommunications en fibre de plus de 2 000 kilomètres installé sur le réseau électrique reliant le premier niveau et le troisième niveau constitué des centres de contrôle.

1. Le Dispatching de Yamoussoukro est bâti sur une superficie d'environ trois hectares. Il comprend un bâtiment principal qui abrite les centres de contrôle, deux bâtiments de logement pour les agents d'exploitation et des bâtiments de services annexes.
2. Les centres de contrôle sont équipés de plates-formes logicielles qui intègrent toutes les dernières innovations technologiques dans les systèmes de gestion des réseaux électriques.
3. Le Dispatching de Yamoussoukro assurera la supervision de l'ensemble du système électrique ivoirien qui comprend actuellement 10 centrales (39 groupes de production) d'une capacité totale de 2 269 mégawatts, 66 postes de conversion à haute tension, près de 8 000 kilomètres de lignes à haute tension, plus de 26 000 kilomètres de lignes moyenne tension et plus de 14 000 postes de distribution moyenne et basse tension pour fournir une électricité de meilleure qualité à plus de 8 300 localités.
4. Le Dispatching de Yamoussoukro est enfin un site de haute sécurité avec toutes les installations de surveillance et de contrôle d'accès avec au moins trois niveaux de sécurité. Les plateformes informatiques sont protégées contre la cybercriminalité. C'est aussi un site qui a été conçu pour fonctionner de manière autonome en cas de crise.

Impact

Le nouveau Dispatching contribuera au transfert progressif des activités économiques et administratives vers la capitale Yamoussoukro.

De plus, le site et les diverses installations contribuent à la création d'emplois locaux, comme ce fut le cas lors de la phase de construction, où une centaine de jeunes de la région des Lacs ont été employés par les entreprises contractantes pour réaliser les travaux.

Dans l'ensemble, le projet a généré à court et moyen terme plus de 200 emplois journaliers dans les domaines suivants :

1. La télécommunication et la télé conduite
2. La pose des câbles OPGW (Câbles optiques aériens) et de câbles souterrains optiques
3. Les exécutions des travaux de génie civil et de construction des bâtiments (BTP)
4. Le réseau HTB (Réseau de transport) et le réseau HTA
5. La sécurité et le maintien du cadre de vie

En février 2022, plusieurs réalisations d'envergure ont accéléré la transformation énergétique de la Côte d'Ivoire :



1. L'installation d'environ 1860 kilomètres de fibres optiques aériennes
2. La réalisation de 160 kilomètres de fibres optiques souterraines
3. La modernisation du réseau de télécommunication avec la fourniture module d'extension, l'installation et la mise à niveau de 67 équipements SDH
4. Le rajeunissement du système de télé conduite du réseau électrique avec la fourniture, l'installation et la mise à niveau de 91 RTU.

Le nouveau Dispatching de Yamoussoukro est un élément essentiel de la mise en œuvre du schéma directeur d'automatisation et de télé conduite défini par le secteur de l'électricité pour la période 2014-2030. Sa mise en service contribuera à assurer l'intégration de la Côte d'Ivoire dans le système du pool énergétique ouest-africain.

Le Dispatching de Yamoussoukro sera également l'interlocuteur principal pour la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso du Centre d'information et de coordination des réseaux électriques interconnectés d'Afrique de l'Ouest, basé à Cotonou au Bénin. **Le secteur de l'électricité pourra ainsi être fortement impliqué dans le fonctionnement des réseaux intelligents, avec une forte pénétration des énergies renouvelables et de la transformation numérique.**

ECLER IVOIRE

Développer l'électrification rurale & améliorer l'efficacité énergétique en Côte d'Ivoire



Objectif

Dans le cadre du programme ENERGOS II, ce projet vise à contribuer au développement des énergies renouvelables en zones rurales et à promouvoir l'efficacité énergétique dans les bâtiments publics en Côte d'Ivoire.

Budget : 10,7 M€

Durée : 48 mois

Projet financé par l'Union européenne

Dans le cadre du programme ENERGOS II d'appui au secteur de l'énergie en Côte d'Ivoire, financé par l'Union européenne, Expertise France met en œuvre le projet ECLER IVOIRE en concertation avec la direction générale de l'Énergie (DGE) du ministère du Pétrole, de l'Énergie et du Développement des énergies renouvelables, ainsi que CI-ENERGIES.

L'objectif est d'améliorer l'accès des populations rurales ivoiriennes à l'électricité grâce à l'énergie solaire, et de réduire les consommations énergétiques dans les bâtiments publics.

Les deux composantes d'intervention sont les suivantes

1. Électrification rurale décentralisée par énergies renouvelables
2. Efficacité énergétique dans les bâtiments publics

L'approche d'Expertise France

1. Une gouvernance inclusive : 1 comité de pilotage décisionnaire et 2 comités d'orientation techniques
2. L'ancrage du projet au niveau national par la concertation avec les parties prenantes et son inscription dans les débats institutionnels en cours

L'équipe

- Une cellule de gestion et de coordination du projet à Abidjan (équipe Expertise France) : gestionnaires et experts techniques, internationaux et nationaux, pour un pilotage technique rigoureux du projet
- Une unité de coordination ivoirienne : représentants de la direction générale de l'Énergie et de CI-ÉNERGIES, pour une collaboration renforcée avec les parties prenantes nationales

Améliorer l'accès des populations rurales ivoiriennes à l'électricité grâce à l'énergie solaire

La composante « Électrification rurale décentralisée (ERD) par énergies renouvelables (EnR) » vise à développer l'électrification hors réseau par voie solaire dans 30 localités rurales isolées, actuellement non connectées au réseau.

Sa mise en œuvre est orientée par 2 principes

1. Cohérence avec la stratégie nationale d'électrification rurale
2. Contribution à l'opérationnalisation du nouveau cadre réglementaire, qui promeut notamment le développement des énergies renouvelables, l'accès à l'énergie électrique, les droits des consommateurs, la concurrence et le droit des opérateurs.

Une attention particulière sera apportée à

1. La contribution des énergies renouvelables au développement du service public d'électricité ;
2. L'optimisation des coûts de mise en œuvre, afin d'assurer l'accessibilité et la durabilité du service qui sera mis en œuvre ;
3. La qualité du service et la satisfaction de la demande.
4. Le projet vise également la promotion d'activités génératrices de revenus dans les localités qui seront électrifiées.

Réduire les consommations énergétiques dans les bâtiments publics d'Abidjan

La composante 2 vise à réduire de manière durable les consommations énergétiques dans les bâtiments publics de Côte d'Ivoire, secteur dans lequel le potentiel d'économie d'énergie est important.

Plus précisément, des travaux de réhabilitation énergétique d'une tour de la cité administrative du plateau à Abidjan (CITAD) seront menés, afin de faire de ce bâtiment un modèle en matière d'efficacité énergétique et de gestion de l'énergie.

À travers des actions de sensibilisation et de réhabilitation, cette composante vise à promouvoir :

1. Le renforcement de la sécurité des usagers
2. L'amélioration du confort des usagers
3. La réduction des dépenses en énergie
4. Une contribution à la lutte contre le changement climatique et à la réduction des gaz à effet de serre

À PROPOS DES ORGANISATEURS

FINANCE EN COMMUN ET DE L'AGENCE FRANÇAISE DE DEVELOPPEMENT



FINANCE EN COMMUN

Finance en Commun est le réseau mondial de toutes les Banques publiques de développement (BPD), qui vise à aligner les flux financiers sur l'Agenda 2030 et l'Accord de Paris sur le changement climatique. Son objectif est de renforcer les partenariats entre les BPD afin d'accélérer la convergence vers des normes et des meilleures pratiques partagées, de soutenir les engagements des banques à réorienter leurs stratégies vers la durabilité et de donner aux BPD plus de visibilité dans les forums mondiaux de discussion sur les questions de politique internationale. En mobilisant les BPD et les parties prenantes essentielles, du secteur privé aux organisations de la société civile, son objectif est d'encourager des approches plus cohérentes pour rendre l'ensemble du système de financement du développement compatible avec nos objectifs communs en matière de climat et de durabilité. Le secrétariat du FICS est actuellement basé à l'Agence française de développement (AFD).



L'AGENCE FRANCAISE DE DEVELOPPEMENT

Le groupe AFD contribue à mettre en œuvre la politique de la France en matière de développement et de solidarité internationale. Composé de l'Agence française de développement (AFD), en charge du financement du secteur public et des ONG, de la recherche et de la formation sur le développement durable, de sa filiale Proparco, dédiée au financement du secteur privé, et d'Expertise France, agence de coopération technique, le Groupe finance, accompagne et accélère les transitions vers un monde plus juste et résilient.

Nous construisons avec nos partenaires des solutions partagées, avec et pour les populations du Sud. Nos équipes sont engagées dans plus de 4 000 projets sur le terrain, dans les Outre-mer, dans 115 pays et dans les territoires en crise, pour les biens communs – le climat, la biodiversité, la paix, l'égalité femmes-hommes, l'éducation ou encore la santé. Nous contribuons ainsi à l'engagement de la France et des Français en faveur des Objectifs de développement durable (ODD). Pour un monde en commun.

LA BANQUE AFRICAINE DE DÉVELOPPEMENT



Le Groupe de la Banque africaine de développement est une institution financière multilatérale de développement, créée en 1964. Son objectif est de lutter contre la pauvreté et de promouvoir une croissance économique durable et le progrès social en Afrique.

À la fin 2020, le Groupe de la Banque avait approuvé un total cumulé de 175,59 milliards de dollars américains au profit de 6 575 investissements dans des projets. En 2021, la Banque a approuvé 217 opérations d'une valeur de 6,31 milliards de dollars et décaissé 4,34 milliards de dollars.

Le Groupe est constitué de trois entités : la Banque africaine de développement, créée en 1964 ; le Fonds africain de développement, créé en 1972 ; et le Fonds spécial du Nigeria, créé en 1976. Bien que juridiquement et financièrement distinctes, elles poursuivent le même objectif.

La Banque africaine de développement est la clé de voûte du Groupe de la Banque. Elle est notée AAA par les plus grandes agences mondiales de notation. Les pays africains détiennent 60 % du capital, et les pays non africains 40 %.

Croissance en Afrique

La Banque œuvre à promouvoir une croissance forte, partagée et durable en Afrique. Intitulée « Au cœur de la transformation de l'Afrique », sa Stratégie décennale pour la période 2013-2022 a deux objectifs majeurs : promouvoir une croissance inclusive en Afrique d'une part – quel que soit l'âge, le sexe ou le pays, au sein des communautés rurales comme urbaines, et surtout dans les États fragiles ; et favoriser une transition graduelle vers la « croissance verte » d'autre part, en renforçant la résilience au changement climatique, en améliorant la gestion des ressources naturelles et en aménageant des infrastructures durables.

En septembre 2015, le président de la Banque, Dr Akinwumi A. Adesina a assigné au Groupe de la Banque africaine de développement cinq priorités opérationnelles fondées sur la Stratégie 2013-2022 et qui lui font écho : Éclairer l'Afrique et l'alimenter en énergie ; Nourrir l'Afrique ; Industrialiser l'Afrique ; Intégrer l'Afrique ; et Améliorer la qualité de vie des populations en Afrique.

Approbatons du Groupe de la Banque

La Banque accorde des prêts et des subventions en priorité à des projets de grande envergure. Depuis 1983, elle finance également d'autres opérations, dont des prêts d'ajustement structurel, des appuis aux réformes fondées sur des politiques clairement définies ainsi que divers types d'assistance technique et de conseils sur les politiques à suivre.

La plupart des opérations ont un impact sur plusieurs priorités des « High 5 » à la fois. La priorité « Améliorer la qualité de vie des populations en Afrique » englobe les services sociaux, l'approvisionnement en eau et l'assainissement, les transports, le développement urbain, l'environnement et les opérations multisectorielles.

Pays membres du Groupe de la Banque africaine de développement

La Banque compte 80 actionnaires dont 54 pays africains et 26 pays non africains. Sa plus haute instance est le Conseil des gouverneurs, composé généralement de ministres des Finances, de l'Économie ou de gouverneurs de banque centrale. Ils se réunissent une fois par an, lors des Assemblées annuelles de la Banque. Les gouverneurs délèguent la responsabilité de la supervision des opérations courantes de la Banque au Conseil d'administration, qui est basé au siège de l'institution à Abidjan, en République de Côte d'Ivoire.

Élu pour un mandat de cinq ans, renouvelable une fois, le président du Groupe de la Banque rend compte au Conseil des gouverneurs et préside le Conseil d'administration. Il est assisté par une équipe de vice-présidents. À la fin décembre 2020, la Banque employait 2058 personnes.

PUBLICATIONS

Revue annuelle sur l'efficacité du développement 2022

La Revue annuelle de l'efficacité du développement (ADER) sert de point de référence pour évaluer les progrès réalisés par le Groupe de la Banque africaine de développement dans sa contribution au développement de l'Afrique.

L'édition de cette année démontre que la Banque a répondu de manière rapide et significative aux besoins des pays africains. La Banque a fait plus que répondre aux besoins de financement. Pour la deuxième année consécutive, malgré une concurrence féroce pour la mobilisation des ressources, la Banque a été en mesure de jouer un rôle central en aidant les pays à consolider leurs budgets, à financer les services sociaux essentiels et à reprendre les investissements dans les infrastructures clés. <https://www.afdb.org/fr/documents/revue-annuelle-sur-lefficacite-du-developpement-2022>

Perspectives économiques en Afrique 2022

Les Perspectives économiques en Afrique sont publiées chaque année. C'est un outil d'intelligence économique, de dialogue politique et d'efficacité opérationnelle, qui fournit des données probantes et actualisées ainsi que des analyses pour informer et soutenir la prise de décision des décideurs africains. Les Perspectives économiques en Afrique 2022 soulignent que le changement climatique constitue une menace croissante pour les vies et les moyens de subsistance en Afrique. Le rapport indique également clairement que la pandémie de Covid-19 et la guerre Russie-Ukraine constituent des fardeaux supplémentaires pour les économies africaines et les moyens de subsistance sur l'ensemble du continent.

<https://www.afdb.org/fr/documents/perspectives-economiques-en-afrique-2022-points-saillants>

Desert to Power Rapport d'activité 2021

Ce rapport d'activité pour les pays du G5 Sahel couvre la période allant de janvier à décembre 2021. Il met en évidence les progrès réalisés sur les cinq objectifs prioritaires clés pour 2021 et souligne les priorités émergentes pour 2022. Les efforts de préparation des projets se sont poursuivis grâce à la résilience des pays du G5 Sahel et à leur volonté d'accorder la priorité à la mise en oeuvre du programme. <https://www.afdb.org/fr/documents/desert-power-rapport-dactivite-2021>

Le Potentiel des Banques Vertes et des Fonds Nationaux pour le changement climatique pour l'Afrique Rapport d'orientation

Ce projet vise à explorer et à comprendre le potentiel des « Banques d'investissement vertes » et des Fonds Nationaux pour le Changement Climatique (FNCC) à améliorer les possibilités d'accès et de mobilisation de financement climatique des pays africains pour appuyer l'implémentation des Contributions Déterminées au niveau National (CDN) et des objectifs de développement et climatiques nationaux.

<https://www.afdb.org/fr/documents/le-potentiel-des-banques-vertes-et-des-fonds-nationaux-pour-le-changement-climatique-pour-lafrique-rapport-dorientation>

LA BANQUE EUROPÉENNE D'INVESTISSEMENT



La Banque européenne d'investissement (BEI) est la banque de l'Union européenne (UE), dont les États membres sont les actionnaires. Elle met à disposition des financements à long terme pour des investissements de qualité afin de contribuer à la réalisation des objectifs stratégiques de l'UE, des Objectifs de développement durable des Nations unies et de l'accord de Paris. Les investissements de la BEI dans le monde contribuent à la stabilité, à la promotion d'une croissance durable et à la lutte contre le changement climatique.

Le Groupe BEI est l'un des principaux bailleurs de fonds de la lutte contre le changement climatique au monde. Il s'est engagé à soutenir 1 milliard d'euros d'investissements dans l'action pour le climat et la durabilité environnementale d'ici à 2030. En 2021, le Groupe BEI a fourni 94,89 milliards d'euros d'investissements privés et publics dans toute l'Europe et dans le monde. 8,14 milliards d'euros ont été investis en dehors de l'Union européenne. Ils ont contribué à apporter de l'électricité verte à 2,6 millions de ménages et à améliorer la qualité de l'eau pour 4 millions de ménages. Le Groupe BEI a contribué à fournir près de 800 millions de doses de vaccins contre le Covid-19 et d'autres maladies.

BEI Monde

Lancée en janvier 2022, BEI Monde est la nouvelle branche spécialisée du Groupe BEI chargée d'accroître l'impact des partenariats internationaux et du financement du développement. BEI Monde vise à favoriser un partenariat solide et ciblé au sein de Team Europe, aux côtés des États membres de l'UE, du secteur privé, des institutions de financement du développement et de la société civile.

La BEI en Afrique

La BEI est un partenaire solide des pays africains depuis plus de 55 ans. Par l'intermédiaire de BEI Monde, la banque renforce sa présence en Afrique et mobilise des capitaux privés à grande échelle en faveur de technologies vertes innovantes, telles que l'hydrogène vert. Au cours de la dernière décennie, la BEI a fourni plus de 28 milliards d'euros pour des investissements dans l'énergie verte, l'eau, les villes, l'éducation, l'agriculture, les télécommunications, la santé et les entreprises dans 40 pays du continent. Depuis le début de la pandémie, la BEI a consacré plus de 8,5 milliards d'euros à de nouveaux investissements privés et publics dans toute l'Afrique.

L'investissement dans l'atténuation et l'adaptation au changement climatique en Afrique est une priorité pour BEI Monde. BEI Monde soutient par exemple l'énergie solaire en Zambie, les projets d'énergie éolienne et géothermique au Kenya, l'hydroélectricité au Liberia, au Ghana et à Madagascar, et la protection contre les inondations au Bénin.

Finance en commun

La BEI finance exclusivement des projets aux côtés d'autres partenaires afin de relever les défis économiques et sociaux de manière durable. Par exemple, la BEI travaille avec l'Agence française de développement (AFD) à la construction d'un canal de drainage de 5 kilomètres afin de prévenir les inondations dans le district de Tanghin, au centre de Ouagadougou, au Burkina Faso.

En collaboration avec la Banque africaine de développement, la Commission européenne et l'Organisation des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, la BEI met en œuvre Boost Africa, un programme de soutien au potentiel entrepreneurial des jeunes Africains dans des secteurs tels que la technologie, l'agroalimentaire, les services financiers et les énergies renouvelables. Dans le cadre de Boost Africa, la BEI soutient le fonds Janngo Capital Startup Fund pour soutenir l'innovation

numérique et la création d'emplois en Afrique, en collaboration avec la Banque africaine de développement et Proparco (groupe AFD).

En Gambie, la BEI développe l'énergie solaire et l'approvisionnement en énergie propre avec la Banque mondiale et l'Union européenne. À Dakar, la BEI a contribué à la construction de l'un des premiers systèmes de transit rapide par autobus en Afrique de l'Ouest, en collaboration avec l'Agence française de développement et la Banque mondiale.

Avec la Banque africaine de développement et l'Union européenne, la BEI a financé la construction du Pont de Rosso sur le fleuve Sénégal dans le nord-ouest du pays, qui complète l'un des chaînons manquants du corridor transafricain et stimule l'activité économique le long des couloirs de circulation Tanger-Lagos et Algiers-Dakar.

La BEI collabore avec des partenaires locaux, des organisations internationales et des pays de l'Union européenne dans le cadre de divers programmes, dont RenewAfrica qui soutient les énergies renouvelables dans 48 pays africains; Desiree, un partenariat avec la Commission européenne pour des projets énergétiques durables à haut risque en Afrique, en Asie et en Amérique latine; et «Desert to Power» et «Great Green Wall», deux initiatives en faveur de l'énergie propre et du développement vert dans la région du Sahel en Afrique.

PUBLICATIONS

Rapports BEI Monde : la genèse et l'impact

Deux publications complémentaires de BEI Monde racontent comment des milliers d'experts de la Banque européenne d'investissement endiguent les menaces d'aujourd'hui et travaillent d'arrache-pied sur le terrain pour multiplier les partenariats et tracer un avenir prospère. Le rapport « BEI Monde : l'impact » expose en détail les résultats et les chiffres qui se cachent derrière les activités de développement menées hors de l'Union européenne ; il aborde les nombreux défis auxquels l'économie et les sociétés du monde entier sont confrontées, notamment les changements climatiques, la guerre en Ukraine et la pandémie de Covid-19. Le rapport « L'histoire de BEI Monde » explique sur quelle base a été créée la nouvelle branche de la BEI spécialisée dans le développement et examine la manière de combler le déficit d'investissement dans des domaines tels que l'égalité de genre, l'innovation, les vaccins et l'énergie verte. [EIB Global Reports 2022: The Story and The Impact](#)

La finance au service de l'Afrique 2022

La BEI a interrogé 70 banques d'Afrique subsaharienne d'avril à juin 2022 afin de déterminer si la guerre avait une incidence sur leurs activités et de connaître leur point de vue sur les prêts en faveur du climat, l'accès des femmes au financement et l'accélération de la numérisation du secteur financier. Le nouveau rapport de la BEI sur le financement en Afrique repose sur une enquête annuelle auprès des banques de l'ensemble du continent. Il est soutenu par « Making Finance Work for Africa », une initiative qui aide un plus grand nombre de personnes à obtenir des prêts sur tout le continent. <https://www.eib.org/publications/finance-in-africa-navigating-the-financial-landscape-in-turbulent-times> (lien actif pendant le sommet Finance en Commun)

Approche stratégique de la BEI face à la fragilité et aux conflits

Cette publication présente la vision et l'approche de travail de la BEI dans des contextes fragiles et touchés par des conflits. L'approche s'appuie sur l'expérience de la BEI acquise dans ces contextes et reflète son engagement à soutenir l'Union européenne dans la promotion de la paix et de la stabilité dans le monde. <https://www.eib.org/publications/eib-strategic-approach-to-fragility-and-conflict.htm>

Contribution de la Banque européenne d'investissement aux objectifs de développement durable

La BEI soutient les objectifs de développement durable des Nations unies dans l'ensemble de l'Union européenne et dans le monde. Cette brochure ci-jointe explique comment la BEI suit et évalue sa contribution à la réalisation des objectifs à partir d'un grand nombre de données et d'études de cas. <https://www.eib.org/publications/eib-groups-contribution-to-sdg-2021>



LE PROGRAMME

18 OCTOBRE 2022	
SEMINAIRE DE RECHERCHE	
8h-8h30	Arrivée des participants et enregistrement - Café de bienvenue
8h30-8h45	<p>Mots d'ouverture</p> <ul style="list-style-type: none"> • Rémy Rioux, président, Initiative Finance en Commun • Ambroise Fayolle, vice-président, Banque européenne d'investissement • Kevin Urama, économiste en chef, Banque africaine de développement
8h45-9h15	<p>Session d'introduction : Cartographie de plus de 500 banques publiques de développement</p> <ul style="list-style-type: none"> • Jiajun Xu, vice-doyenne exécutive, Institut de la nouvelle économie structurelle (INSE) de l'Université de Pékin (en ligne) • Régis Marodon, Conseiller en finance durable, Agence française de développement (AFD) <p>Présentation de la nouvelle version de la base de données sur les banques publiques de développement, identifiant 520 banques publiques de développement, avec des actifs cumulés de 23 000 milliards de dollars.</p>
9h15-10h15	<p>Session 1 - Les BPD au service des politiques publiques : leçons à tirer - En lien avec le groupe de recherche sur les modèles économiques des BPD</p> <p><i>Qu'ils aient un mandat spécifique ou généraliste, les BPD sont chargées de se substituer aux marchés ou de les compléter lorsque ceux-ci sont défaillants. Les gouvernements s'attendent à cela, mais ils manquent souvent de spécifier un mandat clair pour que les BPD mettent en œuvre l'accord international qu'ils ont signé. La session présentera et discutera comment les BPD parviennent à être des outils utiles pour les politiques publiques et quelles sont leurs limites.</i></p> <p><u>Thématique</u> : Finances publiques, Gouvernance, Croissance équitable, Modèle économique</p> <p><u>Modérateur</u> : Kevin Urama, économiste en chef, Banque africaine de développement</p> <p><u>Intervenants</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Jiajun Xu, vice-doyenne exécutive, Institut de la nouvelle économie structurelle (INSE) de l'Université de Pékin (en ligne) <i>L'art est en action, les banques publiques de développement au service des politiques publiques</i> • Stephany Griffith-Jones, Conseil d'administration de la Banque du Chili (en ligne) et Diana Barrowclough, économiste senior, Conférence des Nations Unies sur le commerce et le développement (CNUCED). <i>Réponses contracycliques : Comment les banques de développement ont contribué à faire reculer le Covid-19, et les leçons pour demain</i> • Eva Gutierrez, économiste financière principale, Banque mondiale <i>Institutions financières de développement nationales : Tendances, activités de réponse aux crises, et leçons apprises.</i> • Florian Leon, économiste, Fondation pour les études et recherches sur le développement international (FERDI) <i>Les prêts des banques publiques en Afrique en temps de crise</i>

10h15-10h45	Pause-café et réseautage
10h45-12h15	<p>Session 2 - Alignement des modèles bancaires de développement sur les ODD : est-ce tout simplement faisable ? - En lien avec le groupe de recherche sur l'alignement sur les ODD des BPD</p> <p>L'arbitrage entre les modèles bancaires et l'alignement avec l'agenda 2030 est sujet à caution ; la recherche montre que certains BPD ont engagé leur transition pour des investissements plus durables mais le chemin est encore long et le rythme du changement pas assez rapide.</p> <p><i>Thématique</i> : Croissance verte, ODD, Finance durable, Intelligence artificielle.</p> <p><i>Modérateur</i> : Sébastien Treyer, directeur général, Institut du développement durable et des relations internationales (IDDRI)</p> <p><i>Intervenants</i> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Jean-Baptiste Jacouton, Chargé d'études, Agence française de développement (AFD) <i>The Proof is in the Pudding - Révéler les ODD avec l'intelligence artificielle</i> • Martina Colombo, Experte nationale détachée, Commission européenne <i>Le rôle des banques et institutions publiques de développement dans l'Agenda 2030 de l'ONU : une enquête en Europe</i> • Nicole Pinko, économiste senior, Climate Policy Initiative (CPI) <i>Les engagements climatiques des institutions financières publiques</i> • Laura Sabogal, conseillère politique pour la finance durable, E3G <i>Banques publiques bilatérales et multilatérales : la matrice du Climate Tracker</i> • Marcos Mancini, conseiller principal en finance durable, PNUD <i>Le rôle des banques publiques de développement dans le développement de la finance durable</i> • Orith Azoulay, responsable mondial, Natixis CIB Green & Sustainable Hub <i>Le rôle de catalyseur des banques publiques de développement dans la réalisation des objectifs de développement durable de l'ONU</i>
12h15-13h45	Pause déjeuner
13h45-14h45	<p>Session 3 - Renforcer le rôle des BPD dans l'architecture financière mondiale - En lien avec le groupe de recherche sur l'architecture financière internationale des BPD</p> <p>Les banques publiques de développement (BPD) - au niveau infranational, national, régional ou international - pourraient-elles coopérer et jouer un rôle central dans la mise en œuvre de modèles économiques durables ? Les banques publiques de développement développent différents types d'interactions, en fonction de leur mandat, de leur culture d'entreprise spécifique et de leurs visions. Le niveau actuel de coopération est-il suffisant et est-il possible d'optimiser l'architecture financière internationale actuelle pour mieux servir les objectifs des ODD ?</p> <p><i>Thématique</i> : Partenariats, Finance mondiale, Relations internationales entre les banques de développement multilatérales et nationales.</p> <p><i>Modérateur</i> : Kampeta Pitchette Sayinzoga, PDG de la Banque de Développement du Rwanda</p> <p><i>Intervenants</i> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • C. P. Chandrasekhar, ancien professeur, Centre for Economic Studies & Planning, Jawaharlal Nehru University, New Delhi (en ligne) <i>Les banques publiques de développement et les ODD : une architecture mondiale pour un</i>

	<p><i>bien mondial</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Thomas Marois, lecteur et directeur du Public Banking Project, SOAS University of London <i>Aperçu des relations entre le système multilatéral et les banques de développement nationales</i> • Alfredo Schclarek, professeur associé, Université nationale de Córdoba <i>Les prêts libellés en monnaie locale dans l'architecture mondiale de financement du développement ; le lien avec l'allocation de DTS du FMI après la crise</i> • Valerie Laxton, associée senior au centre financier du World Resources Institute <i>Aligner les financements basés sur les politiques avec l'Accord de Paris : potentiel de renforcement de la coopération avec les gouvernements et les BPD</i>
14h45-15h15	Pause-café
15h15-16h45	<p>Session 4 - Les BPD d'Afrique en première ligne de la transition - Question de recherche transversale : Focus sur l'Afrique</p> <p>Comptant plus de 100 banques de développement, les BPD africaines s'efforcent de participer à la réalisation de l'Agenda 2030 et de garantir l'accès de tous les habitants du continent aux services de base.</p> <p><u>Thématique</u> : Afrique, Développement durable, Ne laisser personne de côté.</p> <p><u>Modérateur</u> : Barbara Marchitto, responsable de l'analyse des pays et du secteur financier, Banque européenne d'investissement (BEI)</p> <p><u>Intervenants</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Samantha Attridge, chercheuse principale, Overseas Development Institute (ODI) & Yunnan Chen, chercheuse principale, Overseas Development Institute (ODI) <i>Faire face à la tempête : La réponse des banques publiques de développement africaines au choc Covid-19 et leur rôle dans la reprise économique</i> • Charles Odoom, chef - développement du secteur privé, Centre africain pour la transformation économique (ACET) <i>Défis et changements : L'économie politique des banques nationales de développement. Une synthèse des études de cas de quatre pays (Tunisie, Rwanda, Côte d'Ivoire et Ghana).</i> • Jasmin Fouad, professeur associé, Université américaine du Caire <i>Les banques de développement en Egypte : Vue d'ensemble, enjeux et perspectives</i> • Colin Bermingham, économiste principal, Banque européenne d'investissement (BEI) <i>Le rapport sur la finance en Afrique révèle que les banques souhaitent se lancer plus rapidement dans les prêts verts.</i>
16h45	Fin de la Conférence de recherche

19 Octobre 2022	
SOMMET FINANCE EN COMMUN – JOUR 1	
HEURE	SESSION
8h-8h30	Inscription et café de bienvenue
8h30-10h30	<p>SÉANCE D'OUVERTURE – Bienvenue au FICS 2022</p> <p><u>Modération</u>: Marie-Angèle Touré, Maîtresse de cérémonie – CONFIRMEE (en présentiel)</p> <p><u>Allocutions d'ouverture</u>:</p> <ul style="list-style-type: none"> • Patrick Achi, Premier ministre de la République de Côte d'Ivoire – A CONFIRMER

	<ul style="list-style-type: none"> • Oulimatta Sarr, ministre de l’Economie, du Plan et de la Coopération, République du Sénégal – CONFIRMEE (en personne) • Rania A. Al-Maschat, ministre de la Coopération international, Egypte - CONFIRME (en personne) <p><i>Intervenants en présentiel:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Dr. Akinwumi A. Adesina, président, Groupe de la Banque africaine de développement CONFIRME (en personne) • Dr. Werner Hoyer, président, Banque européenne d’investissement CONFIRME (en personne) • Rémy Rioux, président, Initiative Finance en Common - CONFIRME (en personne) • Alvaro Lario, président, Fonds international de l’agriculture (FIDA) - CONFIRME (en personne) • Carlo Monticelli, gouverneur, Banque de développement du Conseil d’Europe (CEB) - CONFIRME (en personne) • Patrick V. Verkooijen, PDG, Global Center for Adaptation (GCA)- CONFIRME (en personne) <p><i>Messages vidéo:</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Amina J. Mohamed, secrétaire générale adjointe, Nations unies – CONFIRMEE (message vidéo) • Kristalina Georgieva, directrice générale, Fonds monétaire International (FMI) - CONFIRMEE (message vidéo) • S.E. Dr Muhammad Sulaiman Al Jasser, président, Groupe de la Banque islamique de développement - CONFIRMEE (message vidéo) • Jin Liqun, président, Banque asiatique d’investissement pour les infrastructures – CONFIRME (message vidéo) • Achim Steiner, administrateur, Programme des Nations unies pour le développement (PNUD) - CONFIRME (message vidéo)
10h30-10h45	Pause 15 minutes (mise en place)
10h45-11h45	<p>SESSION DE MISE EN CONTEXTE – Des partenariats régionaux pour accélérer la reprise durable</p> <p><i>Modérateur</i> : Eva M. Gutiérrez, Économiste financier en chef, Région Amérique latine et Caraïbes, Banque mondiale - CONFIRMÉ (en personne)</p> <p>Amériques & Europe :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Carlo Monticelli, gouverneur, Banque de développement du Conseil de l'Europe (CEB) - CONFIRMÉ (en personne) • Laurent Zylberberg, président, Association européenne des investisseurs à long terme (ELTI) - CONFIRMÉ (en personne) • Dr. Gene Leon, président, Banque de développement des Caraïbes (CDB) - CONFIRMÉ (en personne) • Javier Díaz Fajardo, directeur général, Bancoldex - CONFIRMÉ (en personne) <p>Afrique :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Thabo Thamane, président, Association des Institutions Africaines de Financement du Développement (AIAFD) - CONFIRMÉ (en personne) • Serge Ekué, président, Banque Ouest Africaine de Développement (BOAD) - CONFIRMÉ (en personne)



	<ul style="list-style-type: none"> Kampeta Pitchette Sayinzoga, directrice générale, Banque de Développement du Rwanda (BRD) - CONFIRMÉ (en personne) 	
11h30-12h15	CONFERENCE DE PRESSE	
11h45-12h	Pause 15 minutes (mise en place)	
12h-13h	HLE 1 – La transition énergétique juste (JET) au service des ODD	
	<p><u>Modérateur</u> : Zeph Nhleko, économiste en chef, Development Bank of Southern Africa (DBSA) - CONFIRMÉ (en personne)</p> <p><u>Intervenants</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> Kevin Kariuki, vice-président de l'énergie, de l'énergie, du climat et de la croissance verte, Groupe de la Banque africaine de développement - CONFIRMÉ (en personne) Rania A. Al-Mashat, ministre de la Coopération internationale, Égypte - CONFIRMÉE (en personne) Karin Isaksson, Directrice générale, Nordic Development Fund - CONFIRMÉE (en personne) Cynthia Samuel-Olonjuwon, sous-directrice générale et directrice régionale pour l'Afrique, Organisation internationale du travail (OIT) - CONFIRMÉE (en personne) Amadou Hott, Ancien Ministre de l'Economie, de la Planification et de la Coopération Internationale, Sénégal - CONFIRMÉ (en personne) 	<p>Contenu : Financement de la transition des combustibles fossiles vers les technologies d'énergie renouvelable</p>
13h-14h	PAUSE DEJEUNER	
14h-15h	HLE 2 – Débloquer une relance intelligente et inclusive en Afrique grâce au secteur privé	
	<p><u>Modérateur</u> : Thomas Östros, vice-président, Banque européenne d'investissement (BEI) - CONFIRMÉ (en personne)</p> <p><u>Intervenants</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> Debora Revoltella, économiste en chef, BEI (présentation du rapport sur la finance en Afrique) - CONFIRMÉE (en personne) Beth Dunford, Vice-présidente Agriculture, Développement humain et social, Groupe de la Banque africaine de développement - CONFIRMÉE (en personne) James Mwangi, Directeur général du groupe et PDG du groupe, Equity Group Holdings - CONFIRMÉ (en personne) Admassu Tadesse, Directeur général, Trade and Development Bank (TDB) - CONFIRMÉ (en personne) Ijeoma Ozulumba, directrice exécutive et directrice financier, Banque de Développement du Nigeria - CONFIRMÉE (en personne) 	<p>Contenu : Vues et perspectives sur la manière dont le secteur financier peut soutenir la transition durable de l'Afrique.</p>
15h-16h	HLE 3 – Construire des infrastructures vertes et de qualité pour un impact durable	
	<p><u>Modérateur</u> : Laura Sagobal Reyes, conseillère politique pour la finance durable, E3G - CONFIRMÉE (en personne)</p> <p><u>Intervenants</u> :</p> <ul style="list-style-type: none"> Solomon Quaynor, vice-président du secteur privé, des infrastructures et de l'industrialisation, Groupe de la Banque africaine de développement - CONFIRMÉ (en personne) 	<p>Contenu : Considérations sur la qualité du développement des infrastructures et des investissements</p>

	<ul style="list-style-type: none"> • Carlos San Basilio, directeur général, stratégie d'entreprise, Banque européenne pour la reconstruction et le développement (BERD) - CONFIRMÉ (en personne) • Megumi Muto, vice-président, Agence japonaise de coopération internationale (JICA) - CONFIRMÉ (en personne) • Alice Ruhweza, directrice régionale Afrique, Fonds mondial pour la nature (WWF) - CONFIRMÉE (en personne) • Marie-Hélène Loison, directrice générale adjointe, Agence française de développement (AFD) - CONFIRMÉE (en virtuel) 	
16h15-16:45	Pause café - 30 minutes	
16h45-17h45	HLE 4 – Accélérer l'adaptation au changement climatique grâce à la collaboration avec les BPD <u>Modérateur</u> : Nicole Pinko , analyste principale, Climate Policy Initiative (CPI) - CONFIRMÉE (en personne) <u>Intervenants</u> : <ul style="list-style-type: none"> • Ambroise Fayolle, vice-président, Banque européenne d'investissement (BEI) - CONFIRMÉ (en personne) • Mahmoud Mohieldin, Champion de l'action climatique de haut niveau de la COP27 - CONFIRMÉ (en virtuel) • Amal-Lee Amin, directeur général, British International Investment (BII) - CONFIRMÉE (virtuel) • Rejoice Amarachi Usim, Simkay Green Global Ventures, Nigeria et lauréat du Youth Adapt Challenge du Programme d'accélération de l'adaptation en Afrique - CONFIRMÉE (en personne) • Kevin Juma, spécialiste principal en foresterie, The Nature Conservancy - CONFIRMÉ (en personne) 	
17h45-18h	Pause-Café 15 minutes (mise en place)	
18h-19h	HLE 5 – Reinventing how PDBs Invest in Resilient Healthcare and Adaptive Social Protection <u>Modérateur</u> : Dr Agnès Soucat , chef du département santé et protection sociale, Agence française de développement - CONFIRMÉE (en personne) <u>Intervenants</u> : <ul style="list-style-type: none"> • Masood Ahmed, président, Center for Global Development, Membre du Groupe indépendant de haut niveau du G20 sur le financement des biens communs mondiaux pour la préparation aux pandémies - CONFIRMÉ (virtuel) • Githinji Gitahi, directeur général du groupe, Amref Health Africa - CONFIRMÉ (en personne) • Priya Basu, responsable du financement du développement, Banque mondiale - CONFIRMÉE (virtuel) • Rodrigo Salvado, directeur général, département du partenariat opérationnel, Banque asiatique d'investissement dans les infrastructures (AIIB) - CONFIRMÉ (en personne) • Denys Denya, vice-président exécutif, Afreximbank - CONFIRMÉ (en personne) • Dr. Ahmed E. Ogwell Ouma, directeur par intérim, CDC Afrique, Union africaine - CONFIRMÉ (en personne) 	Contenu : L'architecture financière au service de la santé et de la protection sociale adaptative



	<ul style="list-style-type: none"> • Dr. Hanan Morsy, secrétaire exécutive adjointe et économiste en chef, Commission économique des Nations Unies pour l'Afrique - CONFIRMÉE (en personne) 	
19h	Cocktail de réseautage VIP - Activités SPORT & DEVELOPPEMENT - VIP Lounge	

20 Octobre 2022 SOMMET FINANCE EN COMMUN – JOUR 2

HEURE	SESSION	COMMENTAIRES/ NOTES
8h15-8h30	Brève cérémonie d'ouverture par la Maîtresse de cérémonie	
8h30-9h30	HLE 6 – Les deux faces d'une même pièce : SDG et droits de l'homme Modérateur : Alice Mogwe , Présidente, Fédération internationale des droits de l'homme - CONFIRMÉ (en personne) <i>Discours-programme</i> : Jutta Urpilainen , commissaire aux partenariats internationaux, Commission européenne - CONFIRMÉ (message vidéo) <i>Intervenants</i> : <ul style="list-style-type: none"> • Margot Igländ Skarpeteig, directrice de programme, Droits de l'homme, inclusion et autonomisation, Unité mondiale de durabilité sociale et d'inclusion, La Banque mondiale - CONFIRMÉE (en personne) • Bethany Aquilina Brez, directrice générale, Exécution de la stratégie, Société financière de développement international des États-Unis (DFC) - CONFIRMÉE (en personne) • Maria Isabel Valderrama Gonzalez, Conseillère spéciale sur la gestion foncière, Fondation Gaïa Amazonas – CONFIRMÉE (en personne) • Sergio Gusmao Suchodolski, Membre du conseil d'administration de la Fondation Amazonie Durable (FAS) et ancien directeur général, Desenvolve SP - CONFIRMÉ (en personne) • Margaux Day, Directrice des politique, Accountability Counsel - CONFIRMÉE (message vidéo) 	
9h30-9h45	Pause -15 minutes (mise en place)	
9h45-10h45	HLE 7 – Comment faire des villes la solution au changement climatique et à l'inégalité ? Modérateur : San Bilal , chef du département de la relance économique et de la transformation, ECDPM - CONFIRMÉ (en personne) <i>Intervenants</i> : <ul style="list-style-type: none"> • Robert Beugré Mambé, ministre-gouverneur d'Abidjan, Côte d'Ivoire - CONFIRMÉ (en personne) • Ambroise Fayolle, vice-président, Banque européenne d'investissement (BEI) CONFIRMÉ (en personne) • Ingrid-Gabriela Hoven, directrice générale, GIZ (Deutsche Gesellschaft für Internationale Zusammenarbeit) - CONFIRMÉE (virtuel) 	



	<ul style="list-style-type: none"> • Célestine Koutcha-Courtès, ministre de l'Habitat et du Développement urbain, Cameroun - CONFIRMÉE (en personne) • Sergio Gusmao Suchodolski, Membre du conseil d'administration de la Fondation Amazonie Durable (FAS) et ancien directeur général, Desenvolve SP - CONFIRMÉ (en personne) 	
10h45-11h	Pause – 15 minutes	
11h-12h	HLE 8 – Comment s'attaquer à la fragilité et à l'insécurité alimentaire résultant des conflits ?	
	<p><i>Modérateur</i> : Simon O'Connell, Directeur général, SNV Pays-Bas - CONFIRMÉ (en personne)</p> <p><i>Discours d'ouverture</i> : S.E. Dr. Muhammad Sulaiman Al Jasser, Président, Banque islamique de développement - CONFIRMÉ (message vidéo)</p> <p><i>Intervenants</i> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Marie-Laure Akin-Olugbade, vice-présidente par intérim pour le développement régional, l'intégration et la prestation de services, Groupe de la Banque africaine de développement - CONFIRMÉE (en personne) • Anthony Duncan Dalziel, coordinateur Afrique, Comité international de la Croix-Rouge (CICR) - CONFIRMÉ (en personne) • Murithi Mutiga, directeur de programme pour l'Afrique, chef de la direction, International Crisis Group - CONFIRMÉ (virtuel) • Tatiana Houndjo, jeune leader, Debate Europe/Debate Africa - CONFIRMÉE (en personne) 	<p>Contenu : Le rôle des BPD dans les contextes fragiles et la réponse aux crises d'urgence</p>
12h-13h	PAUSE DEJEUNER	
13h-14h30	SESSION PHARE FICS "Emergence d'un cadre financier mondial pour les investissements verts et les SDGs"	
	<p><i>Panel 1</i> : "Principales réalisations du FICS"</p> <p>Modération : Antonella Baldino, Chief International Development Finance Officer, Cassa Depositi e Prestiti - CONFIRMÉE (en personne)</p> <p><i>Intervenants</i> :</p> <ul style="list-style-type: none"> • Adama Mariko, secrétaire général, Finance in Common (FICS) - CONFIRMÉ (en personne) • Sudatta Mandal, Directeur général adjoint, Small Industries Development Bank of India (SIDBI) - CONFIRMÉ (en personne) • Collins Liko, coordinateur du groupe de travail Politique économique et droits de l'homme d'ESCR-NET - CONFIRMÉ (en personne) <p><i>Panel 2</i> : "Promouvoir les approches systémiques : vers une discussion globale Régulateurs/Banques publiques/Secteur privé ?"</p> <p>Modération : Yasmine Fouad, ministre de l'environnement de la République arabe d'Egypte - CONFIRMÉE (en personne)</p>	<p>Contenu : Rapport sur les principales réalisations du FICS au cours de l'année écoulée / présentation du rapport annuel du FICS / chantiers phares (G20, dialogue avec le secteur privé et les régulateurs)</p>

	<p><i>Intervenants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Kerri-Ann Jones, Secrétaire générale adjointe, Organisation de coopération et de développement économiques (OCDE) - CONFIRMÉE (virtuel) • Ravi Menon, Président, Network for Greening the Financial System - EN ATTENTE • Rémy Rioux, Président, Finance in Common Initiative - CONFIRMÉ (en personne) • Eric Usher, responsable de l'Initiative financière du Programme des Nations Unies pour l'environnement - CONFIRMÉ (en personne) 	
14h30-14h45	Pause 15 minutes (mise en place)	
14:45-15:45	HLE 9 – Comment mobiliser des capitaux à grande échelle en s'appuyant sur le financement privé ?	
	<p>Modérateur : Eila Kreivi, conseillère principale en financement durable, Banque européenne d'investissement (BEI) - CONFIRMÉE (en personne)</p> <p>Conférencier principal : Koen Doens, directeur général des partenariats internationaux, Commission européenne) - CONFIRMÉ (en personne)</p> <p><i>Intervenants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Hassatou N'Sele, vice-président pour les finances et directeur financier, Groupe de la Banque africaine de développement - CONFIRMÉ (en personne) • Elizabeth Maruma Mrema, secrétaire exécutive, Convention sur la diversité biologique, et coprésidente du Groupe de travail sur les informations financières relatives à la nature - CONFIRMÉE (virtuel) • Elvira Eurlings, directrice des investissements, ILX Management - CONFIRMÉE (en personne) • Carlos Linares, président, COFIDE, Président, ALIDE, Président, WFDFI - CONFIRMÉ (en personne) 	<p>Contenu : Croissance tirée par le secteur privé ; effet de levier en permettant des ressources concessionnelles aux BPD.</p>
15h-16h	Pause 15 minutes (mise en place)	
16h -16h45	SÉANCE DE CLOTURE	
	<p><i>Intervenants :</i></p> <ul style="list-style-type: none"> • Dr Akinwumi A. Adesina, président, Groupe de la Banque africaine de développement - CONFIRMÉ (en personne) • Thomas Östros, vice-président, Banque européenne d'investissement - CONFIRMÉ (en personne) • Rémy Rioux, Président, Finance in Common Initiative - CONFIRMÉ (en personne) • Christelle Kalhoulé, Présidente, FORUS - CONFIRMÉ (en personne) • Carlos Linares, Président, COFIDE, Président, ALIDE, Président, WFDFI - CONFIRMÉ (en personne) • Odile Renaud-Basso, Présidente, Banque européenne pour la reconstruction et le développement - CONFIRMÉ (message vidéo) • Masatsugu Asakawa, Président, Banque asiatique de développement (ADB) - CONFIRMÉ (message vidéo) 	<p>Contenu : Remarques de clôture de haut niveau</p> <p>Principaux points à retenir pour COP27 et COP15</p> <p>Recommandations de la société civile</p>
17h30	FIN DU FICS 2022	

Les principaux moments pour la presse

(localisation : Salle de presse)

Conférence de presse d'ouverture	Point presse sur les investissements sociaux	Point presse sur l'écosystème financier en Afrique	Cérémonie de signature entre GCA et Invesco	Point presse sur le financement du genre et l'autonomisation des femmes	Point presse sur le climat et la biodiversité
<i>Mercredi 19</i> <i>11h30-12h15</i>	<i>Mercredi 19</i> <i>14:15 – 14h45</i>	<i>Mercredi 19</i> <i>15h – 15h45</i>	<i>Mercredi 19</i> <i>Heure à déterminer</i>	<i>Jeudi 20</i> <i>8h30- 9h15</i>	<i>Jeudi 20</i> <i>14h45 – 15h30</i>

CONTACTS PRESSE

Pour vos demandes d'interviews, veuillez contacter les personnes suivantes

Institution	Nom	Email
Banque européenne d'investissement	Mme Anne-Cécile Auguin	a.auguin@eib.org
	Mme. Anne-Laure Gaffuri	a.gaffuri@eib.org
	Mme Isabelle Vovor	i.vovor@ext.eib.org
Agence française de développement / Secrétariat Finance en Commun	Mme. Isabelle Dedieu	dedieui@afd.fr
Banque africaine de développement	M. Chawki Chahed	c.chahed@afdb.org
	Mme. Solange Tossou	s.kamuanga-tossou@afdb.org
	M. Alkassoum A. Diallo	a.a.diallo@afdb.org